

Le Rail c'est l'avenir ! (suite de la page 3)

Didier Pesteil, Comité pluraliste et CGT Cheminots Lot, a expliqué dans le détail, les multiples initiatives et propositions du Comité pluraliste sur le bassin économique de Biars/Cère. Autre aberration, le transfert sur route de milliers de tonnes de marchandises : traverses bois de l'atelier, sucre/fruits/confitures Andros...

Pascal Bonneau (ADECR Cantal) s'est félicité de la forte présence des élus locaux de tous bords venus défendre le train mais aussi leur territoire et l'économie de leurs bassins de vie respectifs. L'ADECR est partie prenante de la création d'un Comité pluraliste local pour la défense et la promotion des transports ferroviaires entre Aurillac et Brive.

Luc Bourdige, secteur national PCF des transports, ex Vice-président PCF en charge des transports région Auvergne : Soyons clair, le plan rail Auvergne ce sont des investissements, des travaux importants, qui ont permis le maintien de nombreuses lignes ferroviaires dans le

Cantal comme ailleurs dans la Région ? **Aujourd'hui, il faut mettre chacun face à ses responsabilités. A commencer par l'Etat et SNCF Réseau (ex RFF) qui a en charge l'entretien de l'infrastructure, c'est donc lui qui détient les clés pour débloquer les moyens, les crédits permettant la réalisation des travaux de modernisation des lignes ferroviaires, Aurillac - Brive entre autres.**

En conclusion, le succès de cette initiative rassembleuse à Laroquebrou appelle une suite. **En projet : la création du Comité pluraliste local, mais aussi en cours d'organisation, la projection d'un film (plus un débat) sur l'historique de la ligne. Contact est pris en Mairie de Laroquebrou, à voir sur Aurillac, Maurs, et autres possibilités.**

Si les situations politiques, économiques et sociales sont différentes, des similitudes existent entre la période 1995 (Plan Juppé, mobilisation contre la réforme des retraites,

grève des cheminots, 1997 changement de gouvernement...) et aujourd'hui (Plan Hollande - Valls - Macron, loi El Khomri - Gattaz, 2 mois de manifestations, nombreuses grèves... 2017 ??). **20 ans après, le vrai changement, une nouvelle gauche plus humaine, plus solidaire, plus sociale, plus démocratique... c'est possible. Le prochain Congrès du PCF (2 au 5 juin) doit en débattre et nous éclairer pour la suite.**

Michel Leron

Dispensé de timbrage **Aurillac PPDC****Le Cantal Ouvrier et Paysan**Centre Commercial de Belbex
15000 AURILLAC

Déposé le 27/05/2016

**PRESSE URGENTE**
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE**AGENDA****Samedi 28 mai :** Congrès départemental PCF Cantal**Mercredi 1er juin :** Conférence Mondiale pour la Paix et le Progrès**Du 2 au 5 juin :** Congrès national du PCF à Aubervilliers**Samedi 11 juin :** Fête du COP à l'espace Jean Oléon, quartier de Belbex à Aurillac**Mardi 14 juin :** Retrait de la Loi El Khomri, grand rassemblement et manif à Paris (précisions, modalités à venir).**En Vente à la Fédé**

ou auprès des militants

Vignettes Fête de l'Humanité

9, 10 et 11 septembre 2016

à La Courneuve

Prix : 25€ en prévente pour les 3 jours**Rappel programme Fête du COP 2016**

- **14h : concours de pétanques** en doublette (ouvert à tous)
- **16h30 : débat « Quel avenir pour le rail ? »**
- **18h30 : Vin d'honneur**
- **20h30 : Concert des Whoz Jack**

LE CANTAL OUVRIER ET PAYSAN

Le directeur de la publication :

William Burias

C.P.P.A.P. n° 1217 P 10717

Imprimé par le COP, Centre Commercial de Belbex - 15000 AURILLAC

Le Cantal Ouvrier et Paysan
Bimensuel**JOURNAL FEDERAL DU PARTI COMMUNISTE FRANCAIS**

Centre Commercial de Belbex - 15000 Aurillac - Tel : 04.71.64.51.68 - Abonnement 1 an : 24€, de soutien : 32€ - CCP 286 31 C

EDITO**LE TEMPS DU COMMUN****Sébastien PRAT**

Dans tous le pays, la révolte gronde. Les salariés se mettent en grève contre le projet de loi Travail et contre cette casse de leurs droits. Face à eux, le gouvernement s'entête et s'enferme. Après le 49.3, il fait la sourde oreille à la contestation qui monte dans le pays. Montrant du doigt les grévistes en les qualifiant de minoritaires, Manuel Valls gesticule et appelle à la raison. Mais c'est bien lui et sa politique qui sont en difficultés : après le peuple, c'est sa propre majorité qui l'a lâché lors de l'examen du projet de loi Travail à l'Assemblée Nationale. Une fois l'épouvantail du retour de la droite agité devant la représentation nationale, l'unité de façade s'est faite pour ne pas censurer ce gouvernement. Saluons ici le courage des 56 députés progressistes de gauche, signataires de la motion de censure de gauche sous l'impulsion des députés communistes. Quand les ouvriers et salariés utilisent leur droit de grève, le gouvernement passe en force. Quand le mouvement social prend de l'ampleur et est en phase avec la pensée des Français, le gouvernement persiste et signe. **Qui est alors minoritaire dans ce pays ?**

Une preuve de plus : Alain Vidalies, ministre des Transports annonce que la législation sur les heures supplémentaires ne concernera pas les routiers. Le gouvernement qui ne devait pas reculer d'un centimètre sur la loi Travail y est pourtant tenu par l'ampleur de la mobilisation.

Le couple Hollande/Valls n'est plus légitime ! Il réside dans l'affrontement permanent. Messieurs, les 70% des Français en désaccord sur la loi Travail ne vous suffisent pas ? Apaisez ce pays : retirez la loi Travail !

Une autre politique est possible : sécurisation

de l'emploi et de la formation, plafonnement de la rémunération des grands patrons, baisse du temps de travail (travailler moins pour travailler tous)... Encore faut-il aller contre les logiques libérales et de flexibilité ! **Ces propositions sont portées par le PCF, seul parti politique au côté des salariés et du mouvement social contre la loi El Khomri !**

C'est dans ce climat que s'ouvre le 37^{ième} Congrès du PCF les 2, 3, 4 et 5 Juin à Aubervilliers. Les débats des communistes ne manqueront pas d'en être imprégnés. La base commune de discussion adoptée par la majorité des communistes « Le temps du commun » y sera largement amendé et discuté autour de trois grands axes : le projet communiste, 2017 et transformations du PCF. Les échéances de 2017 ne doivent pas happer tout le débat des communistes sur leur projet et leurs transformations internes nécessaires mais, en pleine période politique charnière, il doit conduire à quelques réflexions. **Le PCF ne se résigne pas à un match Hollande - Les Républicains - FN pour l'élection présidentielle.** Ce trio là verrait les espoirs progressistes de la gauche balayés d'un seul trait pendant 5 ans. Pourtant, une réelle politique de gauche doit être menée dans ce pays, avec le Parti Communiste comme acteur principal. Les forces disponibles à gauche existent : celles qui rejettent la politique Hollande-Valls-Macron et qui de fait, rejettent la candidature du président sortant. **En poussant grandes ouvertes les portes de la primaire et en construisant avec ces forces un projet nouveau, progressiste et de rupture avec l'austérité, une autre politique est possible et peut être majoritaire dans le pays.**

Le temps du commun est maintenant venu !

80 ANS ET TOUJOURS LÀ !

J'ai découvert le COP en militant d'abord aux jeunesses communistes, au cours de l'année scolaire 69-70 puis à la fois aux JC et au PCF à partir de 1972. Jeune adhérent en formation à l'Ecole Normale d'Aurillac, j'assistais alors parfois au comité de rédaction du COP qui se tenait au siège de la fédération du PCF situé 16 rue de la Bride à Aurillac. Ce local, sombre et de dimension réduite, abritait tous les lundis, la réunion hebdomadaire des rédacteurs (surtout aurillacois) de l'organe de la fédération communiste du Cantal. Louis Taurant, directeur de la publication et rédacteur en chef, animait les débats et distribuait les articles aux présents ou les proposait par téléphone aux rédacteurs éloignés ou absents.

Robert Navarre, Maurice Raynaud, Marcel Froment, Daniel Irlande, Gaston Lafaille, étaient souvent de la partie. Par ailleurs, étaient sollicités Maurice Siquier (très régulièrement), Michel Leymarie, Maurice Dage, Joseph Riotte, Justin Rouchet, et quelques autres comme Clément Besombes à Mauriac ou Jean Cipièrre maire de Leynhac et conseiller général communiste du canton de Maurs...

Ces années là, peu de temps après les événements de mai 1968 et la démission de De Gaulle en 1969 puis dans la foulée l'élection de G. Pompidou, nous étions les témoins (et les acteurs avec le PCF), d'un net regain des luttes sociales et d'une intense vie politique (recomposition de la droite autour du centre, réunification des courants socialistes, action du PCF pour une union de la gauche autour d'un programme commun, campagne du PCF et des JC pour la Paix au Vietnam...).

Le COP, seul hebdomadaire de gauche dans le département, jouait alors un rôle non négligeable dans la vie politique locale. Tenu à bout de bras par une petite, mais formidable, équipe militante, il popularisait l'action locale et nationale du PCF, dénonçait avec force les effets de la crise du capitalisme, se faisait l'écho des luttes des travailleurs cantaliens et stigmatisait

l'accaparement des richesses par une poignée de privilégiés.

J'ai notamment en mémoire, la série d'articles intitulée « **Le Marquis de Carabas** » dans laquelle Louis Taurant épingleait sévèrement un autre Louis, Matière en l'occurrence, qui avait réussi à détourner la loi sur le cumul des terres pour s'accaparer un très grand nombre de surfaces agricoles. Ce véritable travail d'investigation mené par Louis eut un écho important et ne fut pas démenti par l'intéressé. Qui ne dit mot consent ! Mais, en plus des rédacteurs, la logistique du journal exigeait aussi d'autres militants. La mise en page sur le « marbre » à l'imprimerie Moderne (bâtiment occupé aujourd'hui par les PF Cassagne) mobilisait une bonne heure, tous les jeudis, un membre de la rédaction. Mais il fallait aussi compter sur les pourvoyeurs de publicité, les dénicheurs de nouveaux abonnés, les copieurs d'adresses pour les envois postaux. Lors des campagnes électorales le COP arrivait quasi systématiquement dans tous les foyers, des dizaines de milliers d'adresses étaient alors écrites au stylo sur des bandes à partir des listes électorales de chaque commune. Un rôle obscur mais vraiment essentiel auquel se consacraient, sans relâche, des nuits entières parfois, plusieurs adhérentes d'Aurillac comme Lucienne Cipièrre et Jeanne Navarre associées à bien d'autres « petites mains »...

Alors oui, aujourd'hui la presse écrite n'occupe plus la même place. La révolution numérique a transformé les modes d'information, les sources se sont diversifiées, la communication est plus immédiate.

La fédération du PCF a dû s'adapter en réduisant la voilure du COP, mais 80 ans après sa naissance, il est toujours là et c'est heureux. Car il reste un indispensable lien entre tous les communistes cantaliens, adhérents ou non, et un outil privilégié pour que vive l'aspiration à une société libérée de toutes les formes d'exploitation.

Christian Piganiol

La Loi El Khomri

« **Inversion de la hiérarchie des normes** »... ??? **Derrière cette formulation obscure et perverse, se cache un recul historique des conquêtes sociales arrachées par la Classe Ouvrière au cours du 20^e siècle.**

Elle supprime la prédominance de la loi issue des négociations par branches, conventions collectives, au profit d'accords conclus entreprise par entreprise. Si la loi EL KHOMRI était appliquée, ce ne serait plus l'accord de branches qui ferait force de loi mais l'accord d'entreprise. **DANGER !** Avec l'assentiment de certains syndicats plus « jaunes » que réformistes, celle-ci pourrait en toute légalité remettre en cause le paiement double des dimanches et jours fériés, généraliser le chantage à l'emploi, imposer partout la compétitivité du moins disant social...

Chaque année, dimanches et jours fériés **travaillés pour le bien de l'entreprise** augmentaient le salaire des ouvriers de **14%**. **Des centaines de milliers de salariés** travaillant dans la métallurgie, le tourisme, la restauration, la chimie, les transports, les services à la personne... seraient victimes de cette loi réactionnaire. Demain, la loi EL KHOMRI amputerait leur paye d'autant. De plus, l'octroi du 13^e mois pourrait être remis en question...

74% des Français ne sont pas dupes, hostiles à cette historique régression sociale. Toutes les luttes, grèves, manifestations, informations citoyennes par Internet et médias libres sont mises en oeuvre durablement pour empêcher cet appauvrissement programmé des salariés d'aujourd'hui et de demain.

Le gouvernement Valls avec l'assentiment du président Hollande, porterait une lourde responsabilité. Ce recul social serait intolérable. La LOI EL KHOMRI doit être impérativement retirée.

Prochain rendez-vous important, mardi 14 juin, grand rassemblement à Paris.

Michel Verniole

Le rail c'est l'avenir !

Citoyens, syndicalistes, élus, cheminots, ... ils étaient nombreux, en fin de semaine dernière, en plusieurs endroits de notre territoire, fortement mobilisés pour la défense du service public ferroviaire dans le Massif Central, l'Auvergne en particulier.

Nos voisins du Lot sont engagés, avec leur comité de défense pluraliste, dans une nouvelle bataille, tous les vendredis, pour le maintien des circulations de trains (donc des arrêts) entre Brive, Cahors et Toulouse.

Laqueuille (63) : Rassemblement en gare, le samedi 21 mai à l'appel du syndicat CGT : contre la fermeture annoncée de la ligne Clermont-Ferrand - Le Mont Dore - Ussel - Brive - Bordeaux, pour la continuité territoriale entre Auvergne et Limousin.



Aubrac - Cevenol : Rassemblement le 21 mai, à l'appel des Comités pluralistes de défense et promotion des lignes Clermont - Nîmes et Clermont - Béziers pour la défense des Trains d'Equilibre du Territoire (TET) à St Chély d'Apcher, Villefort (Lozère) et Langeac (Haute-Loire). Pour dire NON au désert ferroviaire - Pour dire OUI aux trains du Massif Central - OUI au développement du transport fret et voyageurs sur les lignes SNCF du Massif Central.

Laroquebrou : A l'appel du PCF Cantal et de l'ADECR, rassemblement ce même samedi 21 mai, devant la gare, pour sensibiliser l'opinion et exiger les moyens de pérenniser la ligne SNCF Aurillac - Brive. Près de 200 personnes de tous horizons, citoyens/usagers, syndicalistes (CGT Cheminots Clermont - Aurillac - Bretenoux,

UD CGT Cantal...), le Comité pluraliste de défense de la ligne Aurillac-Bretenoux/Biars - Brive, de nombreux élus : parlementaires du Cantal, Conseillers régionaux, départementaux, Maires (certains avec leurs écharpes) et/ou élus représentants leurs collectivités... Mais encore Luc Bourdige, ex Vice-président PCF en charge des transports au Conseil régional Auvergne, Serge Laybros PCF Lot...

Chaque intervenant a mis l'accent sur la nécessité de se rassembler pour ensemble défendre l'intérêt général, social, économique et touristique de cet axe structurant les territoires concernés.

Sébastien Prat (PCF Cantal) a rappelé la démarche pluraliste, rassembleuse de cette initiative.

Succès incontestable avec la présence de nombreuses personnes et personnalités qui appelle, de fait, d'autres prolongements, d'autres initiatives.

Le rail, moyen de transport le plus sûr, moderne, écologique ne doit pas être sacrifié sur l'autel de la rentabilité, à la faveur des autres modes (routier principalement).

Après le plan rail Auvergne (16,9 millions d'euros en 2013), après les investissements prévus par les régions voisines Midi-Pyrénées (20 millions d'euros) et Limousin, **15 millions d'euros sont aujourd'hui nécessaires, côté Rhône-Alpes - Auvergne, pour finaliser les investissements et pérenniser l'avenir des circulations de trains au-delà de 2020 sur cet axe.**

La mobilisation est importante, plus de 1500 pétitions recueillies en quelques jours (Lot et Cantal réunis) qui viennent renforcer les 6000 déjà comptabilisées par le Comité pluraliste du Lot.

Proposition est faite en public de prolonger l'action par la création d'un comité pluraliste de défense et promotion de la ligne Aurillac-Brive,

côté Cantal, siège Laroquebrou, en « partenariat » et convergence avec le Lot.

M. Blandino (Maire de Laroquebrou), est très attaché au maintien de la ligne et de la gare ouverte au service des voyageurs. Premier point positif dès l'annonce de ce rassemblement, la SNCF s'est empressée d'entretenir les abords de la gare. C'est un bon début.

M. Mézard (sénateur du Cantal) a pointé la nécessité de défendre le désenclavement du Cantal et l'aménagement du territoire dans son ensemble en intervenant sur le développement des trois moyens de déplacement que sont le train, la route, l'avion. Ne pas privilégier l'un plus que l'autre. Si nos voisins des régions limitrophes font les efforts pour réaliser des travaux indispensables et nous rien, nous sommes dans l'aberration la plus totale. **L'objectif, est d'obtenir la révision du Contrat de Plan Etat Région (CPER) et les crédits nécessaires à la réalisation des travaux de modernisation de la ligne.**



C. Prat (CGT Cheminots) a rappelé le contexte national et européen avec les votes de certains parlementaires des textes sur la réforme SNCF et/ou des directives européennes qui soumettent les transports ferroviaires (voyageurs et fret) à la concurrence. Résultat : abandon du territoire, du service public, suppression de trains, fermeture de gares, de lignes, **suppression d'emplois... Pour le Cantal moins 200 cheminots (une PME importante) sur les 15 à 20 dernières années.**

suite page suivante...